

LES "DÉPLACÉS" EN ANGOLA

LA QUESTION DU RETOUR*

Alors que de nouveau aujourd'hui, l'Angola pourrait aller vers une cessation des combats, une composante fondamentale du retour à la paix sera sans aucun doute le sort des déplacés, la possibilité qu'ils auront de revenir et de se réinsérer dans leurs régions d'origine.

Dans l'approche de cette question, on se heurte à l'absence quasi totale de travaux et d'études allant au-delà des aspects purement quantitatifs. Les données connues ne concernent par ailleurs que les régions contrôlées par le gouvernement. On en sait très peu sur les déplacements de population dans les zones tenues par l'UNITA. Même si les gens fuient d'abord la guerre en elle-même, on peut penser que dans la grande majorité des cas, la population déplacée est allée vers les zones sous administration gouvernementale : parce qu'à situation de conflit équivalente, la pression politique et idéologique y est certainement beaucoup moins forte que dans les zones UNITA ; que par ailleurs, étant donné la paralysie totale de l'économie dans ces zones, les possibilités économiques sont plus nombreuses dans les zones administrées par le gouvernement et que l'aide humanitaire y arrive beaucoup plus facilement et régulièrement. On sait toutefois qu'il y a eu d'importants mouvements de population des zones déjà contrôlées avant les accords de 1991 par l'UNITA, comme par exemple Jamba, en direction de Huambo où le mouvement a installé sa "capitale" et où arrive une importante aide internationale ; certaines organisations humanitaires ont travaillé précisément à la réinstallation de ces déplacés.

Les stratégies des déplacés quant au retour chez eux sont fondamentalement liées à la situation globale : à la situation militaire, politique et économique, et tout particulièrement aux conditions de stabilité et de sécurité, notamment alimentaire ; aux moyens qui leur seront donnés pour faciliter ce retour. Mais elle dépend aussi largement de la situation vécue par les déplacés depuis leur départ de chez eux. À cet égard, les quelque 3,8 millions de déplacés (sur quelque 10 à 11 millions d'habitants) consti-

* *Note de la rédaction:* Les auteurs, agronome et étudiante en sociologie, sont respectivement directeur et membre de l'ADRA (*Acção para o desenvolvimento rural e ambiente*), une ONG angolaise engagée dans des programmes de développement rural et à l'initiative de colloques et débats sur les problèmes généraux que connaît l'Angola. La présente édition, issue du manuscrit initial plus long, n'a pu être soumise aux auteurs avant publication. Dans la terminologie courante, les "déplacés" le sont à l'intérieur des frontières, les "réfugiés" à l'extérieur.

tuent une population assez hétérogène, un facteur important de différenciation étant le moment du déplacement : il y a en fait essentiellement deux types de déplacés, ceux d'avant "la paix" (qui suit les accords de Bicesse) et ceux d'après les élections de septembre 1992. La façon dont s'est effectué le départ, le temps et le genre de leur installation à l'arrivée rendent les situations, au moment d'un éventuel retour, assez différentes. Notre objectif ici est d'envisager les possibilités d'un tel retour, sur la base des travaux existant et de l'expérience et des enquêtes menées par l'ADRA (1).

LA PREMIÈRE VAGUE

Pendant les années 1980, alors que la guerre touchait principalement les zones rurales de l'intérieur du pays, les populations quittaient celles-ci quand la violence les affectait directement ou les empêchait de cultiver. Cette première vague est surtout venue du haut plateau central, plus précisément de l'intérieur des provinces de Benguela et du Kwanza-Sul, de Huambo et du Bié, et elle s'est surtout installée autour des villes de Luanda, Benguela, Lobito et dans la province de Huila. Outre les affinités ethniques et culturelles dans le cas de ces deux dernières villes, les principales raisons du choix de leur destination étaient la sécurité alimentaire et la survie économique, ainsi que la relative disponibilité de terres particulièrement dans la province de Benguela, et le fait que Luanda et Lobito sont les ports où arrivent les importations et l'aide humanitaire et que c'est à Luanda que circulent et restent la grande majorité des richesses produites ou surtout introduites dans le pays.

Dans le pôle Lobito-Benguela, les déplacés se sont offerts comme main-d'œuvre pour l'agriculture locale ou ont occupé les terres laissées libres par la paralysie des plantations de canne des régions de Dombe Grande et Catumbela. Autour de Luanda, on trouve une forte concentration de familles venues du haut plateau central à quelques kilomètres de la ville, dans les régions de Caxito (province du Bengo) et de Cacuaco (province de Luanda). Comme à Benguela, elles s'emploient de préférence dans l'agriculture ; même, cependant, quand elles ont pu avoir accès à un bout de terre, leur situation est précaire : dans tous les cas, que ce soit à Benguela ou à Luanda, la question de la propriété et de l'usufruit de la terre est aujourd'hui extrêmement sensible et, en fait, grosse de nombreux et graves conflits. Les moins chanceux qui n'ont pas accès à la terre se contentent des trottoirs et coins de rues, luttant pour leur survie et contre leurs multiples concurrents sur le marché informel – le marché du travail formel étant quasiment inexistant.

Loin ou près des villes, ces premiers déplacés ont pu s'installer chez des parents ou construire leur propre maison rudimentaire dans les bidonvilles – amenant toujours plus ces villes déjà fortement saturées à l'asphyxie. Au fil des années, une certaine intégration institutionnelle, ethnique et cultu-

(1) Une seule étude apporte des données sur les caractéristiques de la population déplacée et des camps d'accueil: INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA, *Caracterização da população deslocada e dos campos de recepção. Relatório final*, Luanda, MINARS (Ministério da assistência e reinserção social)/UNICEF, 1993 ; voir aussi ADRA, OXFAM, UNIDADE TÉCNICA, *Organizar o deslocado. Relatório da Oficina sobre a ajuda de emergência em Benguela, Lobito*, octobre 1993. Des enquêtes ont été menées par l'ADRA lors du projet de réhabilitation de Luacho, dans la province de Benguela.

relle s'est faite, limitée cependant : elle semble surtout concerner les populations de même ethnie qui avaient peu de rapports les unes avec les autres avant leur déplacement. Ainsi, dans le projet de développement du Luacho qui réunit des déplacés ovimbundu de diverses régions à la population locale, qui est mundombe, après quelques années de vie et d'expérience commune les groupes ovimbundu originaires du Bié, de Ganda ou de Bocoio se marient déjà entre eux, ce qui était inconcevable à leur arrivée. Mais le mariage avec les Mundombe (un peuple de pasteurs, alors que les Ovimbundu sont aujourd'hui par excellence agriculteurs) reste hors de question, "au moins pour le moment".

On peut voir aussi des signes de changement, inégaux, dans l'évolution de la direction des communautés, avec l'apparition de nouveaux dirigeants nés de la confrontation (pas toujours pacifique) et de la négociation d'intérêts avec les résidents. On sait en outre qu'il y a eu érosion progressive des chefferies traditionnelles parmi les Ovimbundu au cours des décennies antérieures. Le choix des chefs est donc souvent plus le fait d'une imposition du pouvoir de l'État, celui-ci ayant récemment cherché, sans grand succès, à "récupérer" à son profit le pouvoir des "autorités traditionnelles". Dans le cas du Luacho, la population a dans tous les cas choisi un membre de l'ethnie prédominante comme chef de village ; en revanche, l'*osoma* (2) de l'ensemble était forcément un Mundombe.

D'une manière ou d'une autre, pour beaucoup des individus et familles de cette première vague de déplacés, l'intégration s'est faite au long des années. Ce n'est pas le cas pour les déplacés de ces deux dernières années, les "déplacés de la paix".

LES "DÉPLACÉS DE LA PAIX"

La violence de la nouvelle guerre civile qui éclate fin 1992 et qui succédait à plus d'un an de paix à laquelle les Angolais avaient cru a poussé soudainement et brutalement sur les routes et les chemins des milliers de gens tentant d'échapper au conflit.

Presque tout distingue ces "déplacés de la paix" de ceux de la première vague. D'abord, leur origine : ils ne viennent pas seulement du haut plateau central, ni exclusivement des zones rurales ; cette dernière guerre, contrairement à la précédente, a eu comme théâtre principal les villes. Aussi trouve-t-on dans ces nouveaux déplacés des citadins, dont beaucoup des cadres de ces régions. Ensuite, cette population a été surprise par la guerre, son intensité et sa violence : beaucoup ont abandonné leurs terres et leurs maisons en catastrophe, sans même avoir le temps de réunir toute la famille avant de fuir, n'emportant sur la tête que quelques casseroles et sur le dos et à la main certains des enfants. La guerre ne leur a pas seulement enlevé la totalité de leurs biens mais, et souvent définitivement, elle les a séparés d'enfants, de parents, de frères et sœurs dont ils ignorent le sort. Très peu des familles sont complètes (en moyenne celle des déplacés compte trois personnes ; à Benguela elle n'en a même, à 70 %, qu'une ou deux), près de 45 % des chefs de ménage (à 65 % sans conjoint et qui, entre

(2) *Osoma* est le terme umbundu qui signifie "chef" et qui était utilisé par les Ovimbundu pour désigner un chef imposé par l'administration portugaise. C'est celle-ci qui, par corruption, en a fait "*soba*".

15 et 34 ans, sont majoritairement des femmes) ont laissé en arrière des membres, parents ou non, de la maisonnée. Dans cette population extrêmement jeune (50 % ont moins de 15 ans), dans la province de Benguela près de 25 % sont des orphelins ou sont sans famille. La majorité des femmes sont très jeunes (moins de 35 ans), peut-être parce que les plus âgées, ayant plus d'enfants, ont eu plus de mal à fuir.

Comme pour la première vague, le mouvement s'est fait vers la côte (voir carte), mais la violence et la brutalité des conditions de leur départ sont incomparables (3). De plus, eux sont arrivés dans des villes qui croûlaient déjà sous le poids d'habitants bien trop nombreux. La terre encore disponible était rare, les chances de trouver de quoi gagner sa vie presque inexistantes et la grande majorité n'avaient pas même où dormir. Beaucoup échouèrent donc dans les camps de déplacés. Dans la province de Benguela, sept ont été ouverts sur la côte pour accueillir ces populations fuyant les zones de conflit intense – l'intérieur de la province de Benguela et une grande partie du Huambo et du Bié. Certains sont sous le contrôle exclusif de l'État, d'autres bénéficient aussi de l'appui d'ONG et d'organisations religieuses, tous vivent de l'aide humanitaire internationale. Ces organismes travaillent dans la grande majorité des cas seulement pour répondre à l'"urgence physique" (nourrir, soigner, couvrir), absolument nécessaire. Le contrôle de l'aide et la coordination des efforts sont très insuffisants. L'ADRA a tenté, pour quelque deux mille familles, de dépasser cette urgence et de mettre en œuvre un projet de stabilisation et de réhabilitation, avec succès : au bout de dix-huit mois, les familles ont pu se "libérer" de l'aide du Programme alimentaire mondial, et prendre en main leur sort par négociation et entente avec la population locale, elle-même bénéficiaire du projet. Mais c'est une exception.

Dans les camps, les populations vivent et survivent comme elles peuvent : certains arrivent à faire pousser quelque chose des terrains minuscules qu'ils cultivent autour des camps ; d'autres vendent une partie de l'aide alimentaire qu'ils reçoivent ; les enfants et les vieux mendient ; les autres font ce qui est nécessaire : n'importe quel petit boulot, la prostitution, le vol et parfois la vente de ses enfants. Si la solidarité avait déjà été très entamée par la dureté des dernières années avant les accords de paix, la pé-riode qui a suivi les élections lui a porté un coup fatal. Les traditions d'hospitalité et de solidarité se sont largement dissoutes depuis le dernier conflit et la dégradation des conditions économiques a atteint un point inconnu jusqu'alors. Le nombre affolant des enfants des rues qui dorment non seulement dans les entrées des immeubles mais même dans des trous creusés dans les trottoirs en est un signe. Ce sont dans leur grande majorité des déplacés, dont certains, surtout pour les adolescents, ont fui seuls, dont d'autres ont été séparés de leur famille pendant la fuite.

(3) Les conséquences de l'expérience de telles violences, perte et séparation sont encore inconnues. Pour certains, il s'est en outre agi d'un deuxième ou même d'un troisième déplacement, après un retour chez eux "pendant la paix".

**ESTIMATION DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT, PAR PROVINCE,
AU 31 AOÛT 1994**

Provinces	Population totale*	Déplacés**	Affectés par le conflit**	Total des bénéficiaires***	
				juin 1993	août 1994
Bengo	220 000	79 000	65 000	44 000	153 700
Benguela	1 400 000	115 000	261 000	170 000	338 000
Bié	950 000	5 000	195 000	170 000	200 000
Cabinda	164 000	8 000	10 000	10 000	27 000
Cunene	333 000	5 000	10 000	120 000	40 000
Huambo	1 030 000	35 000	719 000	250 000	754 000
Huila	1 400 000	195 500	30 000	141 000	325 500
Kwando Kubango	1 100 000	7 200	118 000	58 000	133 200
Kwanza Norte	350 000	121 000	65 000	82 000	186 000
Kwanza Sul	700 000	80 000	105 000	175 000	185 000
Luanda	2 450 000	220 000	0	114 000	224 000
Lunda Norte	302 000	30 000	40 000	71 000	70 000
Lunda Sul	162 000	45 000	43 000	41 000	92 000
Malange	740 000	135 000	190 000	120 000	325 000
Moxico	324 000	78 600	48 000	171 000	142 600
Namibe	116 000	20 000	0	28 000	40 000
Uige	855 000	29 000	200 000	138 000	261 000
Zaïre	250 000	37 000	100 000	60 000	167 000
TOTAL	12 486 000	1 345 300	2 161 000	1 963 000	3 664 000

* Estimée à partir des listes électorales.

** Le tableau ne prend pas en compte les régions auxquelles on n'a pas encore eu accès, soit le nord du Bengo, une partie de Benguela, le nord de la Huila, une partie du Bié, le Kwanza Norte, le Kwanza Sul et Malange.

*** *Note de la rédaction* : le tableau original comportait aussi un état des populations à assister "retournées" chez elles, et de celles affectées par la sécheresse. Il indiquait également les chiffres de l'estimation précédente, en février 1994.

Source : UNITED NATIONS, *Revised Consolidated Appeal for Angola, February-December 1994*, [s. l.], Department of Humanitarian Affairs, September 1994, multigr.

L'AVENIR ? LE RETOUR EN QUESTION

L'éventualité du retour de ces millions de déplacés va beaucoup dépendre de ce qu'ils viennent de vivre. Une chose paraît certaine : "On ne veut plus jamais subir ça".

Les déplacés de la première vague ont fait des efforts pour s'intégrer et vivre mieux : ils ont trouvé ou construit une maison, ont un travail, certains ont fondé des familles parfois avec quelqu'un qui n'est pas de leur région, d'autres ont des enfants à l'école, ils se reconstruisent une identité (4). C'est plus le cas encore pour les "citadins déplacés", qui ont eu, pour des raisons évidentes, moins de difficultés à s'intégrer. En aucun cas ils ne veulent ni se retrouver dans des zones de guerre, ni prendre le risque d'avoir une nouvelle fois à fuir. Un déplacé de Luacho le disait clairement : "tant qu'il

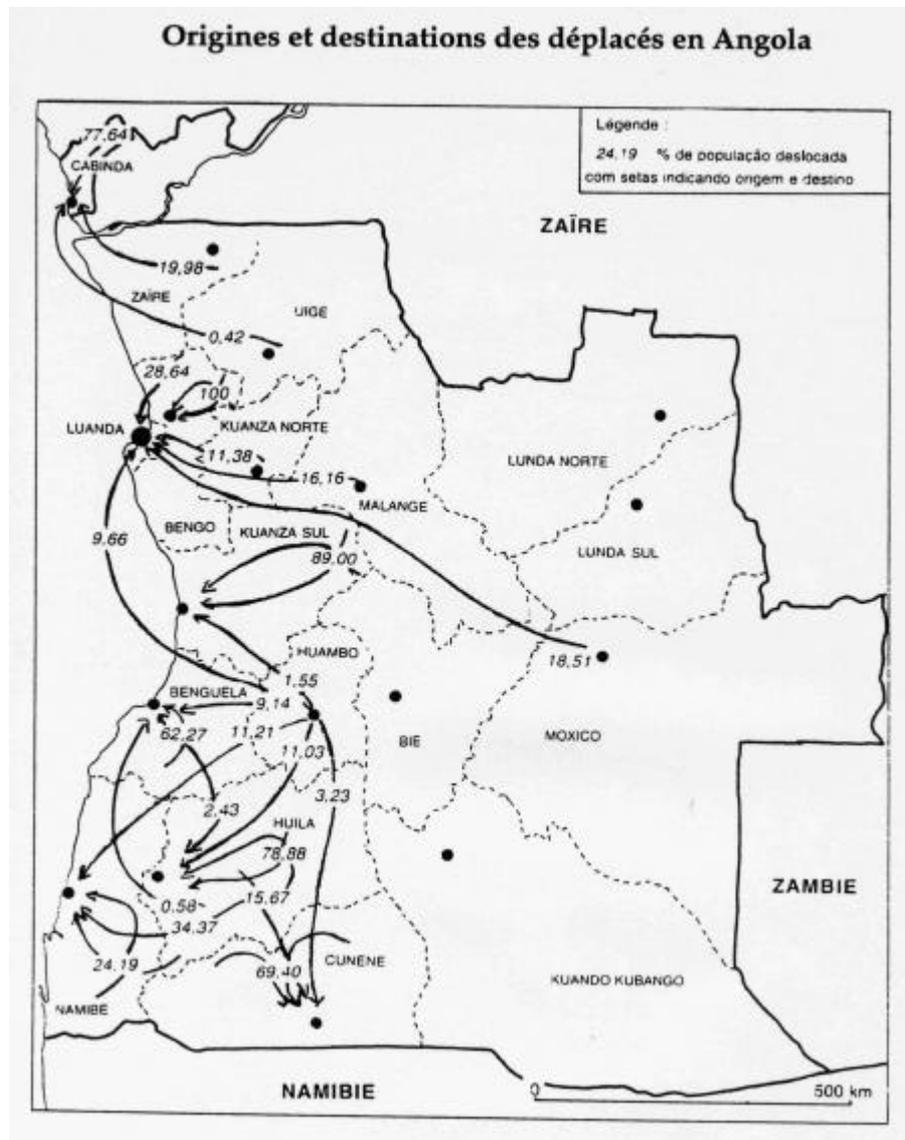
(4) Une des principales revendications des déplacés du Luacho est celle d'une carte d'identité. Entre dans ce désir le fait que sans papiers officiels l'intégration est difficile, mais sans doute aussi le besoin de consolidation d'une identité détruite par l'ampleur de la perte subie.

n'y aura pas un gouvernement qui ne sera pas contesté, nous ne rentrerons pas". Parmi ces déplacés-là, très peu retourneront chez eux. Ce qu'ils veulent, en revanche, très fortement, comme tous les déplacés, c'est avoir la possibilité et la liberté d'aller et venir, aller voir leurs terres, leurs parents, savoir ce qu'il leur est arrivé, savoir ce qui reste de leurs biens. Mais très peu envisagent de rentrer tout de suite après la paix. Tout au plus pensent-ils parfois à des stratégies de retour prudent, le chef de famille allant d'abord, seul, voir ce qu'il en est, rétablir des liens, mais la famille restant quoi qu'il en soit encore quelques années avant de se risquer à rentrer. Pour ces déplacés "intégrés", cela exigerait qu'outre la paix et la stabilité soient assurés un ensemble de services de base (santé, éducation, commerce) qui permettent la normalisation de la vie quotidienne et laissent espérer de pouvoir vivre de son travail. Le fait que les citadins, notamment les cadres, risquent fort de rester dans les villes où ils se sont installés sur la côte va d'ailleurs rendre plus aléatoire encore le retour des autres, mettant en cause, avec le fonctionnement des services de base, l'efficacité des programmes de réinstallation. Sans professeurs ni infirmiers, les régions d'origine des déplacés n'auront pas grand-chose à offrir.

Pour le deuxième groupe de déplacés, ceux "de la paix" qui n'ont pas trouvé à s'intégrer, la politique et les projets mis en œuvre ne seront pas, probablement, le facteur de décision le plus important. C'est plutôt le niveau de leur subsistance dans les régions d'accueil qui est fondamental. La situation dans les camps est si difficile et la dégradation des services essentiels si considérable que les gens les abandonneront pour rentrer chez eux. Dans les entrevues de ces déplacés-là, le retour est attendu avec impatience : "même si la paix arrivait la nuit, nous partirions immédiatement pour rentrer chez nous".

Mais les déplacés des camps ne sont pas la majorité des déplacés. Outre ceux de la première vague, mieux intégrés, beaucoup de la deuxième vague n'ont trouvé aucune place eux non plus mais vivent hors des camps. Et la mi-sère a gagné la population non déplacée. Les données prévisionnelles pour la distribution des produits alimentaires (5) montrent que la population des camps est minoritaire dans les bénéficiaires, et que de plus en plus l'aide touche plus largement que la population déplacée. Quels que puissent être ses effets pernicieux, cette aide est aujourd'hui la seule source de revenus d'une grande partie des Angolais.

(5) Voir Tableau.



Source : INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA. *Caracterização da população deslocada e dos campos de recepção. Relatório final*, Luanda, MINARS/UNICEF, 1993.

Les chiffres indiquent, pour chaque ville d'arrivée, le pourcentage de déplacés venus des différentes villes et régions de départ situées.

La misère générale de la population est telle que dans certaines localités, ceux qui y ont droit – qu'ils soient déplacés ou fassent partie de groupes dits vulnérables – se trouvent mieux lotis que la population locale ; ainsi dans certaines localités des familles cherchent-elles à héberger des déplacés afin d'avoir à travers eux accès à l'aide humanitaire. L'aggravation générale de la misère, la violence subie pour survivre, l'agression énorme que représente ce dernier conflit pour une population qui avait ardemment cru à la paix font qu'elle est largement incapable de se situer dans un avenir dont la guerre serait totalement absente : il faut survivre jusqu'à ce que la guerre se termine, mais cet horizon n'est pas vraiment concevable. Comment la politique économique de la paix prendra-t-elle en compte ces problèmes ?

Luanda, décembre 1994

Fernando PACHECO et Sandra ROQUE

(Traduit du portugais par C. Messiant).